



Atteindre
les standards
Faire différence
Coordonner



Cohésion
Excellence
Rayonnement
Ouverture



La question énergétique : Une actualité sur les territoires des 11 EPCI, un engagement récent mais concret, pragmatique et innovant

La transition énergétique, un enjeu global et local

Le changement climatique est une réalité qui ne fait plus débat. La mise en œuvre de politiques publiques adaptées et généralisées devient urgente. Si la question est planétaire et relève d'une prise en charge internationale et nationale, les réponses sont pour beaucoup de l'ordre de l'action locale. En tant que 1^{er} niveau de l'autorité publique, les collectivités territoriales ont de fait un rôle déterminant à jouer.

Le débat national sur la transition énergétique de 2013 montre toute la pertinence de ce sujet : quelle énergie voulons-nous dans 10, 20, 30 ou 40 ans ? comment être plus sobre en énergie et en carbone ? comment développer les énergies renouvelables ? Les collectivités ont leur place dans les réponses concrètes à apporter aux enjeux économiques, écologiques et sociaux soulevés par ce nouveau choix de société.

La collectivité, un acteur central

D'un point de vue opérationnel, les collectivités peuvent agir au travers de leurs compétences directes (bâtiments, équipements, politique des déchets, transports collectifs) et de leur responsabilité légale d'organisation et de planification (SCoT, PDU, PLU, ...).

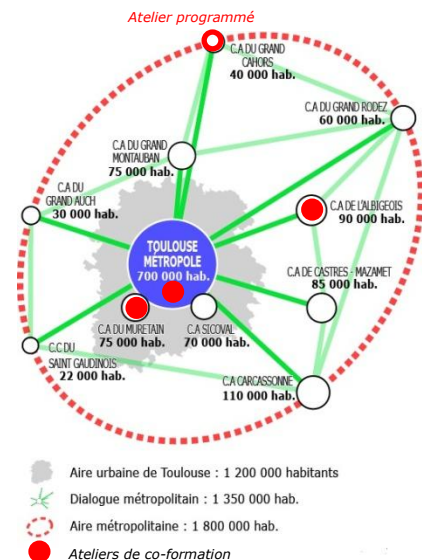
Elles contribuent directement à environ 12% des émissions nationales de gaz à effet de serre (GES) et agissent, de façon indirecte, sur plus de 50% des émissions, à travers leurs politiques d'aménagement du territoire, de transport,...

Elles sont bien placées pour mobiliser les multiples acteurs de la vie locale et favoriser les évolutions de comportements des citoyens. Or, ces évolutions sont déterminantes, la sphère privée représentant 50% des émissions de GES.

Vers une meilleure connaissance des démarches engagées

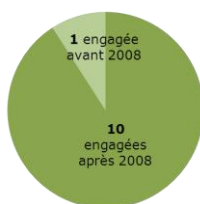
Afin de répondre aux Présidents des EPCI réunis en Conférence du Dialogue Métropolitain le 7 décembre 2012, une première rétrospective des politiques énergétiques adoptées à l'échelle des principales agglomérations de l'aire métropolitaine toulousaine a été engagée, via la conduite d'une enquête et d'ateliers de co-formation. Cette étude a permis une première approche des engagements et des actions menées à cette échelle de réflexion, avec pour objectif de capitaliser les expériences pouvant être transférées à l'ensemble des collectivités. Quatre finalités sont attendues :

- Identifier les pratiques et les difficultés rencontrées,
- Repérer les forces et les faiblesses des politiques énergétiques,
- Proposer des recommandations méthodologiques en termes d'élaboration et de mise en œuvre,
- Proposer des actions d'échelle métropolitaine.



Une prise en compte collective des questions énergétiques à l'échelle du Dialogue Métropolitain

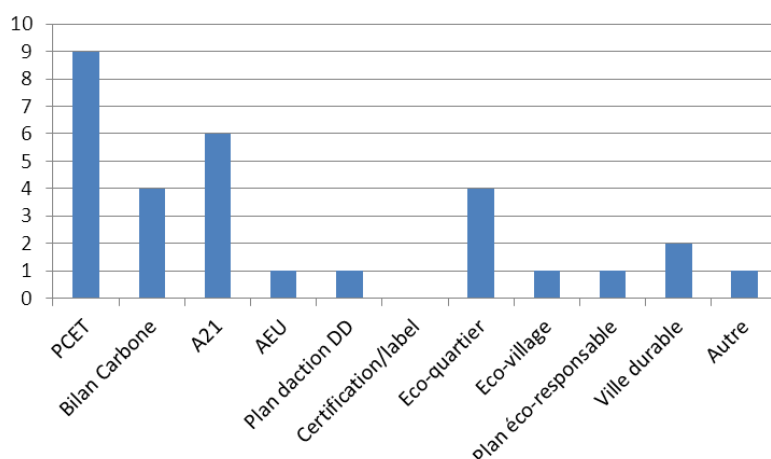
Un engagement assez récent



Des démarches qui se concrétisent aujourd'hui



La question énergétique : une actualité sur tous les territoires



Cette prise en compte passe essentiellement par l'élaboration de différents outils tels que les PCET ou encore les volets énergie des Agendas 21 locaux, alors même que les collectivités ne sont soumises à aucune obligation vis-à-vis de l'élaboration d'un PCET.

Initiées à partir de 2008, ces démarches sont finalement assez récentes, si on fait exception du Sicoval engagé dans un agenda 21 depuis 2003.

Il est à noter qu'aucun territoire ne s'appuie sur des certifications ou labels pour développer sa politique énergétique.

Le « plus » d'une démarche PCET

1. Viser des objectifs stratégiques, de moyen – long terme,
2. Renforcer sa capacité d'agir au niveau local,
3. Ouvrir le débat.

... au niveau métropolitain

4. Se doter de la capacité d'agir ensemble
5. Engager de façon simultanée différentes réflexions – actions



Atelier Grand Albigeois, 27 mars 2013

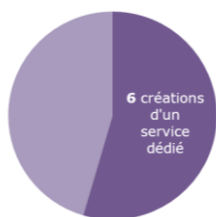
Une dynamique constructive avec un cercle professionnel élargi

Les projets partagés ont tous pour point commun un dialogue fort instauré avec un cercle d'acteurs élargi. Issu du processus « Fabrique Toulousaine » le projet Montaudran Plaine Campus, sur Toulouse Métropole, rassemble des acteurs locaux auparavant peu liés: Etat, université, SNCF, CHU Rangueil, laboratoires, ...Le Muretain a quant à lui installé un comité d'experts pour suivre le projet de ZAC Bordes Blanches, réunissant autour de la CAM : MPE, la CCIT, la CMA et l'ADEME. Au-delà de ce comité, un dialogue étroit est envisagé avec d'autres acteurs concernés par les enjeux retenus, tels que l'agence de l'eau Adour-Garonne, EDF, des laboratoires de recherche, des entreprises, les pôles de compétitivité eau et DERBI, ainsi que le Conseil Régional et l'Etat.

Cette collaboration est envisagée à un échelon local, comme Montauban qui a travaillé avec la mairie, l'office de tourisme, les hôtels, le Port canal, la gare, ... ou à différents niveaux comme l'Albigeois qui a mobilisé RFF, la DRAC, l'ABF, mais aussi la Commission Nationale des Sites sur le projet de passerelle.

L'émergence d'une nouvelle gouvernance autour de l'énergie

Une adaptation du fonctionnement interne



Vers une réorganisation interne de la collectivité

Chaque démarche est portée par un pilotage spécifique (élu et technicien) mis en place au démarrage et maintenu tout au long de sa mise en œuvre. Un recrutement a été systématiquement engagé.

Dans tous les cas où la démarche était suffisamment avancée, elle a entraîné un changement de pratique interne, à travers la création d'un organe spécialisé dans l'énergie, la mise en place d'une transversalité interservices, l'adaptation de son fonctionnement interne pour réduire ses émissions de GES, le développement de l'écoresponsabilité (achats, gestion des déchets) ou le développement d'une participation citoyenne.

Les services se sont mobilisés afin de garantir la réussite de la démarche : ateliers thématiques, enquêtes, réunions régulières, sessions de formation, groupes de travail ou nomination de référent dans chaque service.

Une gouvernance externe difficile à différentes échelles de territoire

Toutes les démarches ont été menées en associant des partenaires extérieurs : services de l'Etat, structures parapubliques, chambres consulaires, communes, Conseil Régional et Conseils Généraux, entreprises et associations.

La population et les associations ont globalement été associées à la démarche : réunions publiques, ateliers de travail, enquêtes, conseil participatif, comité de suivi et d'évaluation ou forums.

La mobilisation des acteurs a parfois été difficile, car plus ou moins proches selon les échelles de réflexion, mais aussi en raison de la durée de mobilisation perçue comme trop importante, du manque d'intérêt des acteurs pour certaines questions ou de l'identification peu claire de cette nouvelle démarche.

Une articulation avec les autres politiques territoriales

Les passerelles vers d'autres politiques publiques ont été posées à deux niveaux :

- A l'échelle supra communale : les Agendas 21 des Conseils Régionaux et Généraux, le Plan Climat des territoires intégrant la collectivité et le SCoT.
- A l'échelle de la collectivité : le Plan de Déplacement Urbain, le Programme Local de l'Habitat, le SDE, les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat, les politiques publiques de transports urbains, de développement urbain, de développement économique, ou encore le schéma directeur cyclable.

Elles restent à approfondir.



Une dynamique des acteurs à l'œuvre
Atelier Toulouse Métropole, 18 octobre 2012

Une culture partagée qui se met en place en interne

Que ce soit à Toulouse Métropole, l'Albigeois ou le Muretain, la conception des projets de territoire est par nature transversale et n'aurait pu voir le jour sans une mobilisation interne forte des services.

Celle-ci peut intervenir dès l'amont, comme sur le Muretain, où le concept de nouveau quartier de Bordes Blanches à énergie positive est directement issu d'une démarche d'atelier technique interne à la communauté d'agglomération.

A Toulouse Métropole, la mobilisation interne tout au long du projet par le jeu des validations des choix d'aménagement (trame végétale du projet Toulouse Centre) par les services experts (Service Jardins et Espaces verts).

Sur l'Albigeois, la culture du projet se partage grâce à une mutualisation des services entre la ville centre et l'agglomération.

Enfin, vouloir être « collectivité exemplaire » permet d'impliquer l'ensemble des agents, comme à Montauban qui a mis en place des vélos de service pour les déplacements professionnels et un entretien gratuit des cycles utilisés.

La démocratie participative à conforter

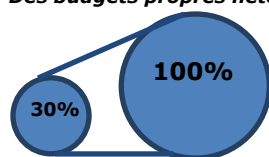
Dans le cadre du projet Toulouse Montaudran, Toulouse Métropole a organisé 14 réunions de concertation, une première étape dans les échanges avec la population. Sur l'Albigeois, l'émergence du projet de passerelle sur le Tarn, adossée au pont ferré, est directement issue de la demande et des suggestions proposées par les habitants !

Des méthodes pragmatiques avant tout

La disponibilité des données, une condition essentielle

La collecte des données du territoire constitue une part très importante du travail à fournir afin de connaître les enjeux du territoire sur lequel on agit. La difficulté à les obtenir constitue un obstacle peu évident à franchir par certaines collectivités.

Des budgets propres hétérogènes



Des financements complémentaires souvent nécessaires



Vers l'appropriation d'une démarche d'adaptation face au changement climatique

Le volet adaptation n'est vraiment développé que par les collectivités qui se sont lancées dans un PCET. Il revêt plusieurs formes selon les collectivités :

- élaboration d'un plan d'adaptation propre et d'actions associées (CUTM),
- identification des fiches actions du PCET contribuant à l'objectif d'adaptation (CA Castres-Mazamet, CA Carcassonne),
- volet spécifique du PCET sur l'adaptation (SICOVAL, CA Albigeois),

Les enjeux autour de la gestion de l'énergie et de la ressource en eau sont identifiés de façon récurrente en termes d'adaptation.

L'évaluation : une approche transversale et collective

10 des 11 collectivités ont mis en place ou ont prévu de mettre en place un dispositif d'évaluation. Celui-ci passe souvent par la constitution de groupes de travail spécifiques, de comités de suivi et d'évaluation, de tableaux de bord, de rapports et d'indicateurs de résultats et de moyens, quantitatifs et qualitatifs.

Des difficultés récurrentes sont néanmoins rencontrées : un nombre trop important d'indicateurs, l'inadaptation des indicateurs sélectionnés à rendre compte de la mise en œuvre de certaines actions sur le territoire, le manque d'appropriation et de coopération des services, ainsi que la fiabilité insuffisante des mesures effectuées.



Atelier Muretain, 2 juillet 2013

L'importance d'un accompagnement préalable de qualité

Les différents territoires se retrouvent sur l'importance à accorder, y compris financièrement, à un accompagnement technique et d'expertise de qualité, dès l'amont d'une démarche de projet. Le recours à des bureaux d'études est un point de passage habituel, comme cela a été le cas sur Toulouse Métropole (synthèse des besoins en énergie), Montauban (étude de faisabilité) ou le Muretain (3 bureaux d'étude, une étude sur les énergies renouvelables au titre de l'article L.128-4 du code de l'urbanisme). Un travail préalable peut aussi être engagé avec les institutions compétentes ; c'est le cas du Muretain qui a réalisé un travail préalable avec la DREAL sur les filières de l'économie verte en Midi-Pyrénées pour positionner au mieux son projet de Bordes Blanches.

Des actions et l'innovation désormais à l'ordre du jour

L'objectif aujourd'hui : la mise en œuvre des actions

Les mises en perspective des démarches entreprises par les collectivités consistent aujourd'hui à :

- Mettre en œuvre le plan d'actions ;
- Poursuivre la mobilisation des partenaires ;
- Mettre en place les dispositifs de suivi et d'évaluation.

Une innovation engagée

Rompant avec leurs pratiques territoriales, certaines collectivités ont initié :

- La gratuité des transports urbains,
- Une démarche quartiers anciens durables,
- Une gestion innovante de l'eau et de l'énergie à l'échelle d'un quartier,
- L'uniformisation des dispositifs d'urbanisme,
- Le développement des énergies renouvelables.

Des attentes en termes d'échanges d'expériences

Les collectivités sont aujourd'hui en demande en matière d'appui et d'accompagnement sur plusieurs champs :

- Des échanges d'expériences, en termes de suivi et d'évaluation,
- Un appui technique, notamment au niveau du recueil de données,
- Une mise en relation avec les acteurs du monde de l'innovation et de la recherche,
- La conservation et la poursuite du réseau collaboratif régional.

De façon générale, les méthodologies mises en œuvre, visant le pragmatisme, sont jugées simples et explicites, et donc facilement reproductibles.

Des actions emblématiques

Energie

- Diminuer les consommations énergétiques des bâtiments,
- Développer les énergies renouvelables,
- Mettre en place une nouvelle gouvernance,
- Renforcer des partenariats.

Habitat

- Mise en place d'un Programme d'Intérêt Général pour l'amélioration des logements,
- Rédaction d'une Charte Qualité Habitat.

Eco-responsabilité

- Rendre éco-responsables les manifestations des communes et des acteurs associatifs,
- Elaborer et mettre en place le volet interne du plan climat,
- Aider à l'adaptation de territoires du Sud au changement climatique et à la réduction des GES,
- Encourager la production locale et dynamiser les circuits courts.

Déchets

- Elaborer et diffuser un programme de prévention des déchets.

Transport

- Développer le covoiturage,
- Développer le vélo,
- Développer les transports électriques.

Les Ateliers

Des actions particulièrement innovantes

Les projets partagés en ateliers démontrent aisément que l'innovation se place finalement à tous les niveaux : dans l'esprit des élus, les partenariats engagés, les défis technologiques relevés.

Sur Toulouse Montaudran, les solutions techniques envisagées, boucle d'eau alimentée par l'énergie émise par la plateforme de calculs de l'ECA et réseau de chaleur biomasse, sont rendues possibles par le partenariat récent et inédit avec l'université et une vision interquartiers peu explorée jusqu'alors.

Souhaité performant dans les domaines de l'énergie et de l'eau, le projet de Bordes Blanches se positionne également comme plateforme de démonstration de nouvelles technologies, de supports de projets R&D, et de centre de ressources et de formation aux métiers de l'économie verte; l'objectif affirmé : répondre en un seul lieu et pour une première fois aux scientifiques et aux entreprises en termes d'expérimentation et de valorisation des savoir-faire en termes d'économie verte et d'économie circulaire.

Sur Albi, la création d'une nouvelle traversée du Tarn, via une passerelle à niveau, d'accès direct et dédiée aux modes doux, fait évoluer notablement la vision portée sur le patrimoine au regard de l'évolution urbaine et des usages de la ville.

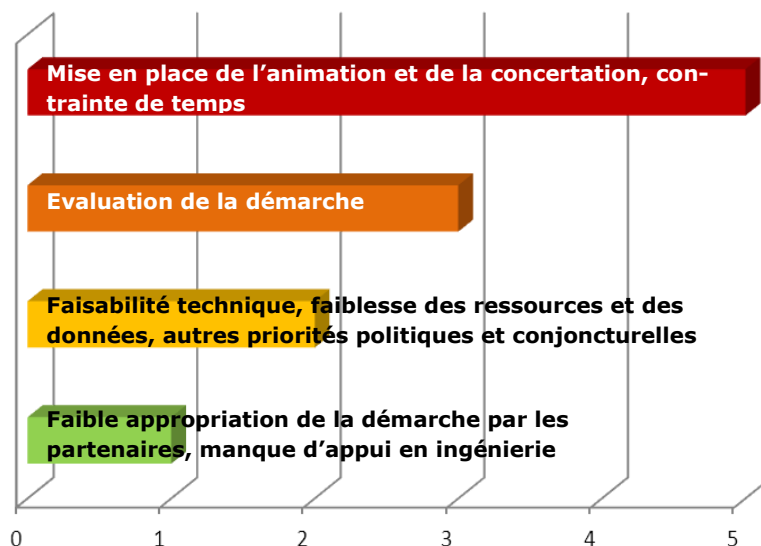
Les nouvelles politiques "vélo" portées sur Montauban et Cahors réintègrent totalement la culture du 2 roues au sein de la ville, par des aménagements et des dispositifs qualitatifs et au plus proche des usagers.

Le portage politique : un facteur clé de réussite

Les territoires se retrouvent sur les principaux facteurs de réussite et leviers d'actions :

- Le portage politique et la capacité et la volonté d'investissement ;
- La transversalité et la pluri-disciplinarité ;
- La concertation et l'animation ;
- Le suivi budgétaire et technique ;
- L'intervention le plus en amont possible dans les projets opérationnels ;
- La hausse du prix de l'énergie qui favorise le passage à l'acte ;
- Un diagnostic précis et des actions adéquates.

... malgré des difficultés récurrentes



→ Une convergence des leviers identifiés

Les Ateliers

Des facteurs de réussite d'ores et déjà identifiés

Au-delà de la volonté politique qui permet d'avancer par le projet public, qui offre la possibilité d'un dialogue fort, mettre en cohérence, voire en synergie, les différents projets d'un territoire par une réflexion menée à grande échelle présente énormément d'intérêt : c'est l'occasion de réfléchir autrement, de définir une stratégie d'innovation qui s'intègre totalement dans **un projet de territoire cohérent** et dépasse l'instabilité provoquée par le cloisonnement des systèmes et des processus de décision. Les projets de Toulouse Montaudran et de Bordes Blanches le démontrent aisément.

Les démarches d'opportunités sont également importantes à saisir : tirer profit des initiatives engagées et s'en servir comme tremplin d'innovation. Sur Toulouse Montaudran, la piste d'Air France et la chaleur émise par le centre de calcul du PRES ont vraiment permis de catalyser les réflexions. Sur le Muretain, le contrat d'axe au droit de l'Oncopôle a également constitué une opportunité pour envisager un nouveau registre dans la qualité des opérations d'aménagement communautaires.

La question de l'**ingénierie dédiée** au projet est revenue régulièrement : sa qualité, ses compétences, sa pertinence, la capitalisation à envisager, d'où l'importance d'un portage politique fort dès l'amont et l'inscription des lignes budgétaires nécessaires.

... malgré des difficultés qui restent à dépasser

On devrait de plus en plus parler de cohérence urbanisme – énergie ; elle reste cependant encore à construire : une nouvelle culture est à créer et à partager, chez les élus comme chez les techniciens. **La question des savoir-faire relatifs à des procédés technologiques innovants suscite encore peu de réponses satisfaisantes et fiables, notamment en raison des coûts globaux induits encore peu maîtrisés.** Les nouveaux champs ouverts sur les questions énergétiques et climatiques interpellent très clairement les compétences communautaires telles que définies aujourd'hui. Les démarches de PCET, d'agenda 21 sont extrêmement positives dans ce registre dans la vision transversale et l'ouverture nouvelle qu'elles proposent.

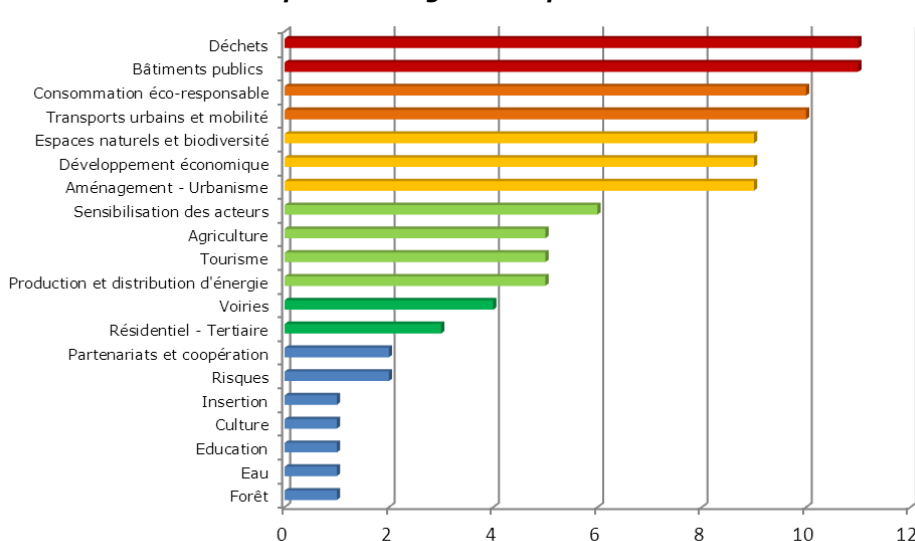
→ Des enjeux partagés à l'échelle du territoire métropolitain

L'énergie, un enjeu reconnu...

Principal enjeu identifié, la gestion de l'énergie est principalement évoquée sous l'angle de la consommation. La maîtrise des consommations énergétiques et la lutte contre la précarité énergétique reviennent ainsi le plus souvent. La volonté de développer les énergies renouvelables complète les préoccupations exprimées.

Egalement identifié, l'enjeu autour des transports décline la question énergétique l'angle de l'optimisation des transports urbains, de la diminution de la place de la voiture, du développement des modes alternatifs.

Carte thématique du Dialogue Métropolitain en matière de PCET



Les principaux enjeux retenus sur les territoires :

- La sobriété énergétique : 30 à 80%,
- L'efficacité énergétique : 20 à 50%,
- Le développement des énergies renouvelables : 10 à 20%.

Carte du développement économique et de l'innovation du Dialogue Métropolitain

- Des filières explorées : bois, solaire, eau, hydrogène, biomasse, patrimoine & bâtiment économe, ...
- Des agglomérations impliquées : Albigeois, Grand Cahors, Castres-Mazamet, Muretain, Sicoval, Toulouse Métropole, ...
- Des pôles de compétitivités mobilisés : Eau, Derbi, ... et des clusters : Enermass, ...

Les Ateliers

L'énergie, un enjeu commun partagé...

Le projet de Montaudran Plaine Campus sur Toulouse métropole comme celui de Bordes Blanches sur le Muretain vise une performance énergétique exemplaire, à la fois par une limitation des consommations : ZAC de Bordes Blanches à énergie positive, et le développement de réseau de chaleur et d'énergies renouvelables alternatives à l'énergie fossile.

La question énergétique est finalement également au cœur des préoccupations de l'Albigeois et de Montauban à travers leurs projets de mobilité douce et d'intermodalité performante.

Elle se combine à l'intégration d'enjeux patrimoniaux, que ce soit dans le projet de nouveau cœur de ville d'Albi ou de Toulouse

Une gestion innovante de la ressource en eau est également visée par le projet du Muretain.

... au service de projets multidimensionnels

La réflexion autour de projets énergétiquement exemplaires s'articule systématiquement avec plusieurs dimensions :

- Patrimoniale et culturelle : site Aéropostale sur Toulouse Montaudran, centre ancien sur Toulouse et Albi, pont métallique de 1902 sur le Muretain,
- Economique : économie verte et économie circulaire sur Bordes Blanches, commerces du centre ancien sur Albi et Toulouse,
- Sociale : équipements et espaces publics sur Toulouse Montaudran. Centre de formation sur Bordes Blanches

La question énergétique est une actualité prise en compte sur l'ensemble des territoires urbains du Dialogue métropolitain de Toulouse.

Le "plus" d'une démarche PCET de niveau métropolitain renforce la capacité d'agir localement tout en favorisant le lien réflexion-action-compétences.

Le chemin de la transition énergétique est ambitieux.

Le pragmatisme volontaire dans les actions est un parti pris qui ne doit pas oblitérer la question des savoirs faire relatifs aux procédés technologiques innovants, indispensables dans la fabrication de politiques publiques énergie-climat à la hauteur des enjeux.

→ Objectif 2014 : Poursuivre la coopération métropolitaine

1- Par la construction d'orientations partagées entre les PCET visant à renforcer une approche globale et collective,

2- Pour créer un portefeuille de savoirs faire sur les territoires urbains en prise avec les innovations technologiques et à relier à l'écosystème toulousain expert,

3- Avec la poursuite du processus d'ateliers de co-formation animés par les EPCI, socle de culture partagée au sein du Dialogue métropolitain de Toulouse.

Au sein du Dialogue Métropolitain, un groupe permanent de travail sur la transition énergétique

Une enquête ciblée, en 2013

L'enquête « Collectivités et transition énergétique » a été menée au printemps 2013 auprès des 11 EPCI impliqués dans le Dialogue Métropolitain de Toulouse. Elle a déroulé 45 questions ouvertes à semi-ouvertes, autour de 5 entrées principales :

- I. Politique énergétique des collectivités
- II. Gouvernance et impacts des politiques énergétiques sur les parties prenantes
- III. Eléments méthodologiques
- IV. Contenu
- V. Elaboration, mise en œuvre et perspectives

Cette enquête a recueilli 100% de réponses.

Des ateliers de co-formation, en 2012 et 2013

Lieux de partage et de valorisation des actions engagées par les agglomérations, les ateliers d'échanges d'expériences sont co-pilotés par Toulouse Métropole, l'Albigeois, le Muretain et Carcassonne Agglo, et ouverts à toutes les agglomérations du Dialogue Métropolitain.

Sur le concept « 1 site / 1 cible PCET », ces journées s'articulent autour de 3 temps forts :

- VI. Que voulons-nous comprendre et retenir à partir de ce site ?
- VII. Comment l'ambition du projet s'est-elle construite ?
- VIII. Quel transfert possible d'intelligence au service du projet ?

Trois ateliers se sont déroulés à ce jour, organisés par Toulouse Métropole (octobre 2012 – 10 participants), l'Albigeois (mars 2013 – 15 participants) et le Muretain (juillet 2013 – 28 participants). Ils ont rassemblé les interlocuteurs PCET de chaque agglomération, accompagnés des porteurs de projets thématiques.

Le prochain atelier est d'ores et déjà prévu pour 2014, organisé par le Grand Cahors.

Un partage des ressources

Le site du débat national sur la transition énergétique : <http://www.transition-energetique.gouv.fr/>
La page régionale du débat sur la transition énergétique : <http://www.midipyrenees.fr/DTE>
Le réseau des territoires à énergie positive : www.cler.org
Au sujet de la prospective énergétique territoriale : www.energy-cities.eu

Le SRCAE : www.territoires-durables.fr/srcae

OREMIP : www.oremip.fr

Le S3REN : http://www.midi-pyrenees.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/S3RENr_MP_-_version_approuvee_cle0f2536.pdf